

Un 16 octobre qui comptera !

Ce Sur le Pont revient sur cette manifestation inhabituelle en Avignon. En photos bien sûr, en quelques phrases chocs, mais aussi à partir d'une interview croisée de nos trois intervenants lors de la manifestation.

Hélène, Marie et David réaffirment de façon plus détaillée, le sens de leur intervention.

Reconnaissons collectivement que cette manifestation nous a fait du bien ! Par son dynamisme, par les tractages qui ont eu lieu sur son parcours, par l'implication du service d'ordre sur ce parcours inhabituel, qui avait été quelque peu discuté par la Préfecture comme « pouvant poser des problèmes ».

Mais non ! Décidemment ce n'est pas avec la CGT qu'il y a des problèmes dans les manifestations. La lutte et l'expérience nous ayant appris qu'il ne suffit pas de défoncer le portail d'une préfecture avec un Bulldozer pour obtenir satisfaction, sauf, Quand on est patron !

Mais ça ne tient pas aux méthodes utilisées, ça ne tient qu'à la politique mise en œuvre... Dans l'intérêt de qui ?

Où va l'argent ?

Car, en effet, la question qui a été posée tant par David que par Marie ou Hélène, c'est où va l'argent. Celui de nos impôts, mais aussi celui des allocations familiales qu'on rogne, celui des allocations chômage qui diminuent. A qui va cet argent et dans quel but ?



Comme souvent, « Tout est dans le titre » !

Les trois mêmes y ont apporté la seule réponse visible et incontestable au vue des chiffres ! L'argent va au patronat, aux actionnaires, aux grands groupes financiers qui n'arrêtent pas de licencier pour autant, comme nous pouvons malheureusement le constater sur notre département.

La solution ?

Organiser la riposte ... Une riposte encore plus forte, plus mobilisatrice, à partir de nos revendications, et de nos propositions. Il nous faut encore plus impliquer nos adhérents pour que ce « réseau d'influence » comptant 7000 adhérents, plus tous ceux qui vont nous rejoindre, nous fasse passer de la lutte de contestations, à la lutte de propositions, pour que la population du département s'en empare dans un intérêt collectif répondant aux intérêts de l'avenir. Alors, n'hésitez pas à faire suivre ce « Sur le Pont » (et les autres aussi), car c'est une bonne façon de donner la parole à la CGT qui en est tant privée.

Tirs croisés

A l'issue de la manifestation, Sur le Pont s'est entretenu avec les trois intervenants, Hélène la Secrétaire générale de l'UD et Marie et David, tous deux secrétaires de l'UD.

Hélène Blanc : Tout d'abord dire que c'était une très bonne manifestation. Avec de nombreuses professions représentées. Contrairement à ce qui a pu se passer dans d'autres endroits du pays, en Avignon, nous étions bien dans une dynamique interprofessionnelle confédérale sur le thème « Emploi – Salaires pour défendre la Sécu ».

David Tesio : Il y a quelques semaines nous n'aurions pas été nombreux à parier sur une telle participation. Près d'un millier, avec des appels à la grève, et une manif qui avait la pêche, je crois que le boulot a été fait dans nos syndicats ;

Marie Saavedra : C'était effectivement une bonne manifestation, les professions concernées étaient bien mobilisées et les cheminots, les électriciens-gaziers, les retraités, les copains du privé avaient également fait le travail. On comprend que dans certaines entreprises, les camarades montrent de l'impatience, car ils sont prêts, mais on voit bien que ce n'est pas partout pareil loin de là. Il nous faut donc poursuivre nos explications et nos mobilisations.



Hélène Blanc : Ce qui vient de plus en plus dans les têtes des camarades, est la question du choix de société que nous voulons pour l'avenir. Est-ce qu'on veut une société solidaire où personne n'est laissé sur le bord de la route, ou est-ce que nous allons laisser s'étendre l'individualisme et son lot de « que le meilleur gagne », y compris en marchant sur les autres.

Sur le Pont : Quelles sont les perspectives après cette manifestation

Marie Saavedra : L'action du 16 octobre sera analysée lors du prochain CCN qui en tirera les enseignements et fera des propositions à partir de tout ce qui remontera des Unions Départementales et des Fédérations. Ce qu'il y a de sûr c'est qu'on peut dès à présent affirmer que la question du renforcement de la CGT sera à nouveau à l'ordre du jour.

David Tesio : Je crois qu'il est important que nous poursuivions notre travail d'explication sur toute la casse orchestrée par le gouvernement. Tout ce qui améliore de près ou de loin les droits des salariés est remis en cause. Je l'ai montré dans mon intervention, ici, on stigmatise les chômeurs, là on remet en cause les élections prud'homales, ou alors on désigne une partie des salariés à la vindicte pour leur piquer une partie des allocations familiales. Sur ce dernier sujet, je mets en garde les camarades. Le gouvernement est en train de nous parler des « riches » à 6000 ou 8000 euros pour nous cacher les vrais riches, les vrais responsables de la crise dans laquelle nous sommes. Une fois de plus on oppose les chômeurs et ceux qui ont du travail, les smicards et les cadres, ... Toujours les mêmes schémas



Marie Saavedra : ... et comme je l'ai dit, la ponction sur le budget de la santé de 4 Milliards, c'est, par exemple, la moitié des dividendes versés par Sanofi à ses actionnaires en 2012 ! De l'argent, il y en a.



Hélène Blanc : Je crois que nous devons nous appuyer sur la réussite de cette action du 16 octobre et de ce qu'elle a fait grandir dans l'esprit des salariés pour réussir encore mieux les deux rendez-vous que nous avons déjà dans nos agendas. Celui du 4 décembre et des élections dans la Fonction publique. Je ne reviens pas sur l'importance de ces élections pour toute la CGT et de ce qu'elles signifieront quant à notre volonté de défendre les services publics. Et il y a

notre rendez-vous du 9 décembre pour défendre l'emploi industriel en Vaucluse pour vivre et travailler ici. Dans les deux cas, nous savons qu'il ne suffit pas d'avoir de bons projets, de bonnes idées, pour qu'immédiatement toutes nos structures soient sur le pont. Ça pose la question de notre capacité à dépasser une démarche « théorique » pour mettre en pratique les différentes facettes de notre stratégie, c'est-à-dire, contestation, propositions, mobilisations, négociations.

Comment mieux s'appuyer sur notre « réseau » de 7 000 adhérents et mettre en œuvre notre démarche syndicale impliquant l'ensemble de nos forces pour gagner les élections ou faire prendre conscience à la population de l'importance de l'industrie pour assurer le développement de notre territoire ? Ces questions seront au centre des débats que nous aurons à l'occasion de notre Comité Général du 21 novembre et de la Conférence des Unions Locales qui aura lieu au premier trimestre 2015, mais chacun peut commencer à y réfléchir dès maintenant.



La manif en photos

Après le contrôle des chômeurs, prôné par le ministre du travail, le premier ministre, Manuel Valls, s'en est pris aux allocations chômage, trop généreuses en montant et en durée selon eux.



Pourtant, encore 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés du tout, cette proportion est en augmentation.

Comment pouvez-vous penser, Messieurs les Ministres, que ces millions de familles arrivent à vivre avec une moyenne de 800 euros par mois, à nourrir leur famille, à payer leur loyer, leurs charges, à construire un avenir ?



Non, Messieurs les Ministres, ces millions de travailleurs privés d'emploi ne souhaitent qu'une chose ; vivre décemment de leur emploi et de leur salaire, pas avec des indemnités chômage ou la solidarité nationale.



Vous voyez bien Messieurs les Ministres, que ce ne sont pas les privés d'emploi qui ne veulent pas travailler, c'est que vous êtes incapables de trouver des solutions nouvelles que celles appliquées depuis des décennies de droite, et maintenant de « gauche », et qu'en appliquant les mêmes vous entraînez toute la population vers la misère.

Il n'y a pas d'emplois à leur donner parce que votre gouvernement préfère attribuer des millions d'euros aux entreprises sans aucune contrepartie, ni contrôles et qui ne servent absolument pas à favoriser l'emploi mais à augmenter de plus de 30% en un an les revenus des patrons du CAC 40.

OUI, Messieurs les Ministres, vous avez choisi votre camp, celui des patrons et de la finance.

OUI, Messieurs les Ministres, pour faire passer la pilule, il vous faut trouver des coupables et tant qu'à faire, il faut qu'ils soient nombreux : Les chômeurs par exemple !



Les chômeurs, vus par le(s) gouvernement(s) Juppé, ... Heu,... De Villepin,... Heu,... Fillon, Heu,... Valls ???

C'est bien connu, ils sont les responsables de tous les maux de la terre : de la crise, du

chômage, ils ne paient pas leurs impôts (ah non ! ce n'est pas eux), ils ne paient pas leur loyer (ah non ! ce n'est pas eux), ils cumulent les emplois rémunérés (ah non! ce n'est pas eux), ils possèdent plusieurs résidences de luxe (ah non ! ce n'est pas eux), Ils ont des comptes en Suisse (ah non ! ce n'est pas eux), ils placent leur argent dans les paradis fiscaux (ah non ce n'est pas eux), ils ne paient pas leurs frais dentaires (Ouf ! Ce n'est pas eux ! Ils n'ont pas de dents).

→ Il y en a marre, Messieurs les Ministres, de toujours s'en prendre aux plus démunis, aux chômeurs, aux précaires, de les stigmatiser, de les faire passer pour les responsables de cette crise dont ils n'ont pas voulu et dont vous êtes, vous et votre gouvernement, les principaux fautifs.

→ Sortez tous de vos bureaux, Messieurs les ministres, venez à la rencontre de ceux qui toutes les fins de mois se demandent comment ils vont remplir le frigo, comment ils vont nourrir leur famille, payer leur loyer, leurs factures.

→ Il y en a marre, Messieurs les Ministres, de vivre dans la galère et nous avons décidé de ne plus nous laissez faire, de lutter et d'appeler à lutter pour un avenir meilleur, pour une autre répartition des richesses, pour une société plus juste.





Ce gouvernement prétend condamner le monde du travail à l'austérité à vie en imposant une purge budgétaire et une baisse de la dépense publique de plus de 50 milliards d'ici 2017, dont 21 milliards au titre du projet de loi de finances pour la seule année 2015.



C'est tout l'édifice de la protection sociale qui est ébranlé. Des milliers d'emplois sont menacés dans tous les secteurs de la santé, de l'hôpital public : aucun n'est épargné !



Et tout cela au nom du « pacte de responsabilité »

Et on nous refait le coup du déficit de la Sécu !



Pour la CGT, il est nécessaire et possible de créer des emplois, d'augmenter les salaires, d'imposer au capital une contribution plus grande au financement des budgets de l'état, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

Défendre véritablement notre système solidaire de protection sociale, le reconquérir, suppose de se rassembler encore plus fort et dans l'unité la plus large pour obtenir le retrait du pacte de responsabilité, de la loi santé et de toutes les dispositions qui en découlent.



Pour recevoir «Sur le Pont» tous les lundis donnez votre adresse mail à l'UD



Derrière chaque pourcentage de suppression d'emploi ou d'augmentation du chômage, derrière chaque chiffre de licenciement, derrière chaque remise en cause de versement



d'allocations, il y a des familles, des pères, des mères et des enfants qui souffrent, qui annulent les vacances, qui rognent sur le repas quotidien, qui vivent de plus en plus mal ...



Derrière ces chiffres, il y a des retraités qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts, qui font l'impasse sur des soins médicaux ne parvenant plus à se payer une mutuelle,





Derrière ces chiffres, il y a des chômeurs et un gouvernement qui se défile devant ses responsabilités d'assurer un travail à tous les citoyens



Derrière ces chiffres il y a aussi un dégradation constante du service rendu avec des suppressions massives de postes et de personnel dans tous les secteurs de la fonction publique.



A la Sécu, à l'hôpital, mais aussi à l'inspection du travail, dans les finances publics ...

Tout ce qui est utile à la masse de la population est dans le collimateur des économies gouvernementales.

Mais derrière ces chiffres il y a aussi, et c'est scandaleux, des dividendes en perpétuelle augmentation versés aux actionnaires.



Dividendes qui ne vont ni à l'investissement dans l'outil de production, ni dans la recherche, ni bien sûr dans les salaires et les améliorations des conditions de travail.





C'est là que sont les cotisations sociales qui manquent aujourd'hui, car la Sécurité sociale n'est pas malade de trop de dépenses, mais d'un manque de recettes !

Nos cotisations sociales sont dans les 10% de créations de richesses qui sont passées des poches des salariés dans celles du patronat. Elles sont dans la non-augmentation du SMIC ou le blocage du point d'indice pour les fonctionnaires.



En 1981 chaque salarié travaillait 10 jours pour payer les actionnaires, c'est aujourd'hui 45 jours qu'ils exigent de nous !

Défendre la sécurité sociale passe par la défense des emplois et par des augmentations de salaires.

Ils nous prennent nos emplois, ils nous privent de nos allocations et indemnités qui sont des acquis. N'attendons pas qu'ils nous prennent nos vies en cassant la Sécu.

Notre droit à se soigner, à bien vieillir, à avoir des enfants.



Notre droit à vivre dignement, dans notre département, ici en Vaucluse.



Défendre l'emploi en Vaucluse passe également par la défense de l'emploi industriel.

*Le 9 décembre entre 10h00 et 14h00,
l'UD organisera un rassemblement devant la Préfecture.*



Ce sera un rendez-vous revendicatif, avec des stands, une projection de film, des débats, mais aussi festif



Quand on sait qu'un emploi industriel représente 4 emplois induits, on comprend l'intérêt qu'il y a pour toute la population, non seulement de les défendre mais aussi de les développer.



C'est le sens des propositions que nous formulons et que nous irons porter au Préfet le 9 décembre entre 10h00 et 14h00 devant la Préfecture.



Chaque action pour la défense de l'emploi, chaque action pour obtenir des NAO et des augmentations de salaire sont à

mettre au pot commun de la défense de nos droits. Des rendez-vous sont déjà programmés, d'autres auront vraisemblablement lieu dans les prochaines semaines.

La Sécu c'est Vital !



Ça vaut le coup qu'on s'y intéresse et qu'on s'en occupe !





La CGT sera présente aux côtés des salariés pour organiser et proposer les moyens d'action qui seront nécessaires pour combattre ce pacte d'irresponsabilité passé entre Hollande et Gattaz qui va avoir de graves conséquences sur l'ensemble des assurés sociaux.



Il est nécessaire que les travailleurs se réapproprient la Sécurité sociale puisqu'elle n'est faite que des cotisations, patronales ou ouvrières, issues de leur travail.

Retrouvez
la manifestation du 16 octobre
en vidéo
avec de larges extraits des interventions
d'Hélène, Marie et David
en cliquant sur ce cadre